

CIBLE

Bilan

Décidément, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat ! Le rapport demandé par le nouveau gouvernement à M. Renaud de la Genière, personnalité incontestable et même rigoriste, ne justifie en rien les dénonciations vertueusement déposées devant le tribunal de l'opinion par la droite avant et pendant la campagne électorale.

Ce mince rapport sur l'état des finances publiques, rédigé par l'ancien gouverneur de la Banque de France, confirme ce que tout observateur impartial pouvait établir sans trop de peine : loin de vider les caisses, la gauche a laissé le 16 mars un bilan honorable puisque le déficit budgétaire est resté dans les limites annoncées tandis que la situation financière des administrations publiques allait en s'améliorant.

Du coup voici la nouvelle majorité bien embarrassée. Elus sur un programme de « redressement », elle découvre une situation point trop malsaine. Et le gouvernement, qui se présentait en sauveur, doit se contenter de poursuivre l'effort, en s'efforçant simplement de faire aussi bien ou un peu mieux.

Or l'image de gestionnaire est moins attrayante que celle de redresseur de torts, et le programme gouvernemental contient beaucoup de promesses, pas toujours compatibles entre elles ou franchement illusoires Guetteur infatigable -faute de mieux- M. Giscard d'Estaing évoquera-t-il bientôt les déçus du chiraquisme ?

SÉCURITÉ

Les risques de dérapage



Il y a 5 ans
**En Espagne,
sacre
de la démocratie**

(p 6-7)

Royalisme
**Le Comte de Paris
à Loches
et à Amboise**

(p 5)

Corde raide

La nouvelle donne

Pour mettre le maximum de chances de son côté il a décidé de dévaluer le franc au lendemain de sa nomination. Une telle décision était objectivement justifiée par le fait que l'inflation française reste toujours supérieure à celle de la R.F.A., faussant ainsi nos relations avec notre principal partenaire économique. De plus la politique de « franc fort », prônée par Raymond Barre depuis 1978 et reprise par la gauche, si elle a eu son utilité pour lutter contre l'inflation dues aux produits importés, ne correspond plus à rien dans la perspective chiraquienne d'une relance de l'activité économique par le soutien à « l'offre », c'est-à-dire aux producteurs plutôt qu'aux consommateurs.

Mais cette dévaluation ne sera-t-elle pas un coup d'épée dans l'eau ? Les précédentes ont montré que la réduction de l'écart entre le niveau général des prix en France et en Allemagne n'avait en rien amélioré la compétitivité des vendeurs français outre-Rhin. Par ailleurs on peut douter que ce réaménagement de 6% sera suffisant pour aider des entreprises plus tentées, libération des prix aidant, d'augmenter leur marge plutôt que de diminuer leurs prix à l'exportation. Enfin, la faiblesse structurelle de nos investissements fait que notre capacité de

Jacques Chirac ne dispose que de peu de temps pour appliquer son programme économique. Aussi doit-il faire vite - sans pour autant brusquer les choses - car de sa réussite dépend la suite de sa carrière politique.



production ne peut être accrue du jour au lendemain.

En ce qui concerne les mesures d'accompagnement, notamment le gel des salaires dans la fonction publique et le secteur nationalisé d'une part, les prévisions d'économies budgétaires (de l'ordre de 15 milliards) et les nouvelles taxes sur les produits pétroliers (qui auront pour effet de réduire à néant les retombées positives que les consommateurs étaient en droit d'attendre de la baisse du prix du brut), elles sont

d'une facture on ne peut plus classique pour une telle politique de soutien à l'offre. Dès lors pour quoi devrait-on en attendre, plus que dans d'autres expériences similaires, un quelconque succès ?

Ne serait-ce pas un certain enlisement qui au contraire nous menace ? L'examen du collectif budgétaire (ou loi de finance rectificative) n'incite guère à plus d'optimisme. Pour permettre aux entreprises d'embaucher des jeunes, l'Etat paiera les charges sociales. Chirac ne déclarait-il pas

à « L'Heure de Vérité » sur Antenne 2 : « Nous n'avons qu'une seule préoccupation : la réduction du chômage, la première des inégalités sociales, et créer des emplois dans les entreprises en les incitant, afin qu'elles y trouvent un minimum d'intérêt ». Seulement le premier ministre semble oublier que les entreprises n'embaucheront pas tant que l'activité n'aura pas redémarré. Dès lors la décision de limiter - libéralisme oblige - les « crédits de politique industrielle » semble dangereuse. Dans l'état actuel de notre économie, et compte-tenu des prévisions de reprise internationale, seule une politique volontaire et incitative du pouvoir pourrait en effet permettre aux entreprises françaises de jouer rapidement un rôle de premier plan.

On se rappelle qu'au cours de la législature précédente, la politique très classique de relance par la consommation avait été un échec débouchant sur une « politique de rigueur » dont le seul grand succès aura été de juguler l'inflation. Aujourd'hui on peut craindre que le gouvernement Chirac ne prenne pas les moyens de favoriser un redémarrage économique tout en risquant de faire repartir l'inflation. Qu'aurons-nous gagné à ce changement ?

P.L.R.

royaliste ♦

SOMMAIRE

p. 2 : Nouvelle Donne - p. 3 : Idéologie sécuritaire - p. 4 : le comte de Paris à Loches - p. 5 : Dévaluation - Libye: une réédition de Suez - p. 6-7 : Juan-Carlos - p. 8 : L'empire oublié - Louis Vallon - p. 9 : Idées - p. 10 : Témoignages - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Edito.
RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Sueurs froides

L'idéologie sécuritaire

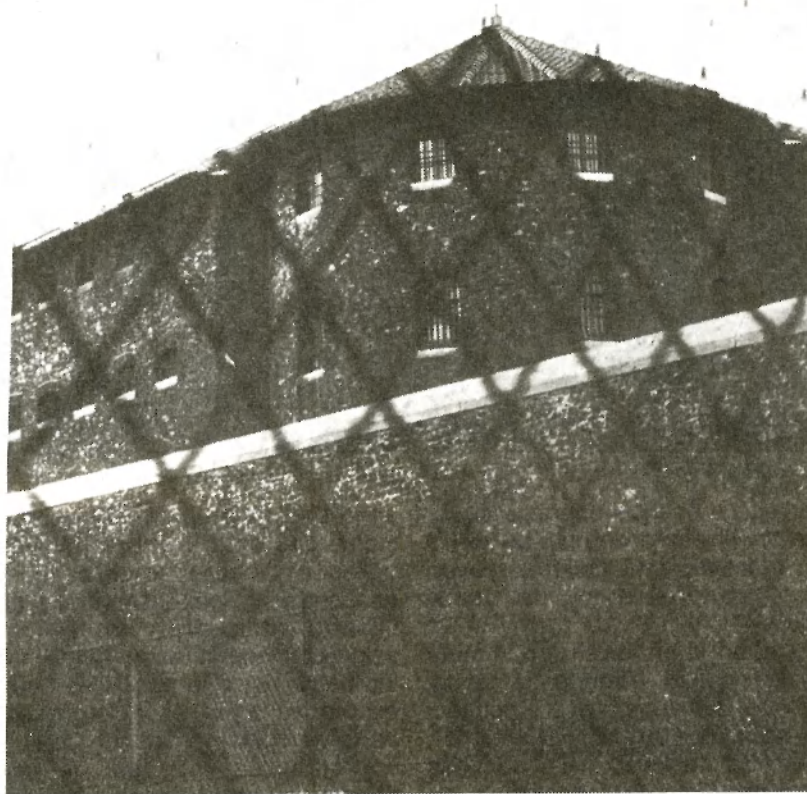
L'ensemble des mesures techniques connues à ce jour trahissent deux tendances : l'une pragmatique, l'autre « dure ». Enfin une certaine prudence explique quelques marches arrière.

Pour ce qui est du pragmatisme, on s'efforcera d'accroître les effectifs et les moyens de la police, d'alléger ses tâches administratives, de lui « rendre confiance ». Pour coordonner la lutte contre le terrorisme, un Conseil de Sécurité intérieure sera installé auprès du Premier ministre et réunira les ministres compétents. Les conditions d'indemnisation des victimes d'attentats seront revues, ce qui était effectivement indispensable.

Pour ce qui est de la fermeté, une panoplie de mesures qui, toutes, vont dans le même sens et trahissent l'esprit du moment : carte d'identité infalsifiable, contrôle d'identité multipliés, garde à vue portée à 4 jours, création d'un crime de terrorisme dans le code pénal (qui n'aura sans doute pour principal effet que de désigner le mal aux citoyens légitimement inquiets), centralisation des dossiers relevant du terrorisme à la Cour d'Appel de Paris, libérations conditionnelles et réductions de peines rendues plus difficiles « dans certaines hypothèses » par l'obligation d'unanimité au sein de la commission de l'application des peines... Notons tout de suite que cette dernière mesure n'apporte pas de réponse au fait que, dans les conditions actuelles, la détention, loin de faire baisser la délinquance, favorise la récidive et que la surpopulation carcérale crée des situations explosives.

Cette fermeté s'accompagne de propos excessifs. Ainsi Robert Pandraud, le ministre délégué chargé de la Sécurité, n'y va pas de main morte : « Il faut empêcher d'agir les porteurs de valises », « terroriser le terrorisme », « toute personne favorisant la clandestinité des terroristes...

Après la déclaration de politique générale de Jacques Chirac devant l'Assemblée Nationale et le Conseil des ministres du 23 avril, les principales idées du gouvernement en matière de sécurité, ou du moins les principaux compromis, commencent à apparaître avec précision.



La peine incompressible de 30 ans, une « mesure stupide » juste bonne à transformer les prisons en marmites explosives.

sera poursuivie ». Ce qui laisse supposer que jusqu'à présent elle ne l'était pas; on croit rêver ! Dans le même genre, J.-L. Debré, député RPR et ancien juge d'instruction, pour qui « trop souvent, la défense de la liberté individuelle ne fait que stopper le juge dans ses investigations ». On aura compris que les droits de la défense, dont s'enorgueillit tout pays libre, ne sont pas la « tasse de thé » de J.-L. Debré qui a suscité des réactions indignées dans tous les milieux. Quant à Charles Pasqua, après s'être laissé aller à son penchant naturel - « l'ordre revient », « l'insécurité change de

camp », il est revenu à plus de mesure en descendant dans le métro ».

Les réactions, au sein même de l'actuelle majorité, contre les déclarations des « jusqu'aboutistes » qui ont pris au sérieux la démagogie électorale sécuritaire, expliquent-elles certaines marques de prudence. Ainsi la « peine de substitution » à l'exécution capitale, tant réclamée par certains, s'est muée en « mesure de sûreté » pouvant atteindre 30 ans. B. Stasi a fait sur cette peine incompressible de 30 ans preuve du même courage que sur le

chapitre des immigrés en déclarant : « C'est une mesure stupide, inventée pour satisfaire une opinion mal informée... Je ne la voterai jamais. »

De fait, devant cette position et celle des gardiens de prison, J. Chirac et son gouvernement ont dû faire machine arrière. C'est l'occasion de se souvenir que déjà en 1978 J. Chirac s'était montré critique envers la loi « Sécurité et liberté » mais depuis, coincé entre la surenchère du Front National et des promesses électorales inconsidérées, il a dû pratiquer la fuite en avant : « vous aurez des résultats positifs... dès le début de l'année prochaine ». Gageons que quelques bavures l'aideront bientôt à revenir à sa sagesse ordinaire plutôt que de se laisser aller aux démons de la répression à tout prix qui troublent la sérénité de la justice.

La récente perquisition ordonnée par un juge d'instruction trop pressé chez un journaliste de « Libération », ainsi qu'au siège du journal, n'apaisera pas nos inquiétudes, même si les côtés cocasses - un texte du philosophe Baudrillard attribué par les policiers à un membre supposé d'Action directe - n'ont pas manqué. Jusqu'où peut aller la « mouvance » dénoncée par R. Pandraud ? Par ailleurs la volonté manifeste de frapper l'opinion prime sur le traitement de fond, toujours long et difficile, des problèmes.

On comprend que le gouvernement ait inscrit la sécurité au rang de ses priorités, mais celle-ci pose un problème de philosophie politique de la société et ne peut être résolue en terme d'affrontement politique. Dans ce domaine plus que dans d'autres, l'esprit de système est inefficace et produit des effets pervers.

Alain SOLARI

Cf « Le Monde » du 15 avril : « Recentrage ».

Actualité heureuse

Le Comte de Paris à Loches et à Amboise

Le 12 avril, au logis royal de Loches, le comte de Paris, accompagné par les princes Jean et Eudes, assistait à la remise par le conservateur du château de Saché à la ville de Loches de sept lettres écrites entre 1516 et 1586 par François 1er, Louise de Savoie, Henri II, Catherine de Médicis et Henri III. La présence des fils d'Henri de France constituait à elle seule l'événement. En effet, c'était la première fois que le comte de Paris se déplaçait en province pour des raisons officielles avec ses deux petits-fils. Aussi, lorsqu'on lui demanda les raisons de cette première, il répondit « d'abord parce que j'aime bien les avoir avec moi; ensuite parce que j'inaugure aujourd'hui un travail que j'avais déjà accompli avec la génération précédente et qui consistait à faire visiter et connaître à mes enfants chaque région de France afin de leur faire apprécier non seulement les témoignages du passé mais aussi le potentiel économique et social; avant de préciser, soucieux de l'avenir : « je n'aurai peut-être pas le temps de finir le travail moi-même, mais je chargerai d'autres de me remplacer... » Et le prince Jean de confirmer : « cette visite est l'occasion pour moi de connaître la ville et d'approfondir,

A l'approche des cérémonies du millénaire de la France, Mgr le comte de Paris est de plus en plus sollicité pour présider des manifestations culturelles.



Les princes Eudes et Jean de France accompagnent leur grand-père le comte de Paris.

par une présence effective sur le terrain, l'histoire de mon pays (...) et le travail que j'effectue avec mon grand-père m'aide beaucoup ».

Leçon d'histoire donc, mais aussi moment d'intense émotion, lorsque, dans une brève allocution, le sous-préfet M. Hugues de Charette déclara : « Je ne vous ferai pas l'injure, Monseigneur, de vous rappeler que ma famille, mes ancêtres, à la pointe du sabre, se

sont battus pour la Monarchie, même s'ils ont fini troués par des balles. A l'heure actuelle, leurs descendants, fidèles serviteurs de l'Etat continuent... Vous, Monseigneur, vous faites le joint entre les deux, entre le passé de ceux qui ont fait la France et le présent de ceux qui la continuent. Je suis sûr qu'après vous ces jeunes princes ici présents poursuivront cette oeuvre ». La réponse du chef de la Maison de France ne fut pas moins émouvante : « Si vous me permettez, je vous répondrai, à vous particulièrement parce que vous m'avez profondément ému, et je ressens ce que vous éprouvez. Toute ma vie j'ai servi, j'ai servi mon pays en toutes les circonstances et quelques fussent les régimes, quelques fussent les tendances; je n'ai jamais refusé ni mon temps, ni mes moyens, j'ai tout donné.

Vous aussi, vous avez tout donné, vos ancêtres l'ont fait avant vous. Mais à l'image de ce dialogue que nous avons vous et moi, c'est toute la France qui vibre dans ce même sens puisque je me sens



Le Prince Jean attentif, aux côtés du comte de Paris.

près de tous, très près, parce que je les aime du fond de mon âme et que j'aime mon pays par-dessus tout. »

Enfin l'après-midi se termina par une représentation théâtrale qui vit des acteurs amateurs interpréter, dans la salle même où Jeanne d'Arc pressa son gentil Dauphin d'aller se faire sacrer à Reims, un extrait d'une pièce de théâtre mettant en scène la pucelle d'Orléans et Charles VII. Retenons pour la petite histoire que ce fut l'occasion pour le comte de Paris de serrer la main à Jeanne d'Arc et Charles VII...

Une semaine plus tard, le 19 avril, le comte de Paris, Jean et Eudes étaient à Amboise, pour participer à l'inauguration de la «vallée des rois». Opération à but touristique destinée à promouvoir vingt-huit monuments de la région. Une nouvelle fois, l'Histoire, l'émotion et la fête furent de la partie.

Ces deux manifestations laissent bien augurer de ce que sera, l'année prochaine, le millénaire. Puissent les autorités municipales, départementales et régionales, comme à Loches et à Amboise, donner à cet événement historique le retentissement que les Français s'approprient à lui donner.

Patrice LE ROUE

Rencontre historique : Jeanne d'Arc et Charles VII saluent Henri VI, comte de Paris.



Dévaluation et agriculture

La dévaluation a donné au gouvernement de Jacques Chirac un ballon d'oxygène pour pratiquer la politique agricole qu'il a définie. Mais François Guillaume peut-il réaliser des miracles ?

Si la déclaration de politique générale du premier Ministre faisait bonne place à l'agriculture et annonçait quelques mesures techniques précises (aider à l'installation des jeunes agriculteurs, réforme de la gestion des marchés agricoles...), elle se caractérisait surtout par une volonté d'améliorer les revenus dans ce secteur. Au congrès de la FNSEA, F. Guillaume a confirmé la tendance après avoir obtenu 300 millions de francs dans le récent collectif budgétaire. Ceux-ci seront principalement consacrés à la réduction (50%) de la TVA sur le fioul, à la poursuite du plan de restructuration laitière, à l'agriculture de montagne... La baisse de 4,7% du revenu agricole en 1985 justifie ces mesures et déclarations d'intention. Encore faut-il observer d'une part qu'après avoir baissé de 1974 à 1980, le revenu paysan a progressé d'environ 6% depuis 1981, d'autre part que ces chiffres globaux cachent d'énormes disparités et que l'évolution a été très irrégulière d'une année sur l'autre.

A Luxembourg le Ministre de l'Agriculture a pu obtenir, au moins pour les éleveurs, des hausses de prix qui compenseront la chute des revenus. Mais c'est la dévaluation du franc (qui permet de relever les prix en francs sans modifier les tarifs communs exprimés en ECU) qui a permis d'obtenir ce résultat; à tel point qu'on peut se demander si cette perspective n'a pas pesé lourd dans la décision de dévaluer. C'est pourquoi F. Guillaume n'a obtenu qu'un démantèlement partiel des MCM (1). Ces relatifs succès à court terme ne doivent pas cacher les difficultés de la politique agricole commune, face à la surproduction et à la concurrence sur le marché mondial. C'est pourquoi il a également été décidé à Luxembourg que les prix du lait et du beurre demeureront inchangés, que les quotas laitiers seront encore réduits de 3% sur 3 ans et que les céréales subiront à leur tour une taxe destinée à financer la résorption des excédents. Cette rigueur, recommandée par la Commission pour favoriser la spécialisation devrait plutôt favoriser l'agriculture française, globalement plus puissante et plus compétitive que beaucoup de concurrentes européennes.

Mais il faut savoir qu'une telle politique est impopulaire parce qu'elle coûte cher en terme de revenus agricoles et qu'elle s'effectue aux dépens des exploitations les plus vulnérables. Or le gouvernement ne disposera pas chaque année -du moins on peut l'espérer- des facilités procurées par une dévaluation pour contrebalancer les effets d'une situation qui menace de durer.

A.S.
(1) Montants Compensatoires Monétaires qui ont pour effet de taxer nos exportations et de subventionner nos importations.

Coup de Poker

Libye : une réédition de Suez ?

L'opération américaine du mois dernier contre la Libye était-elle dirigée contre le «terrorisme international», ou visait-elle plutôt à bloquer le renouveau du nationalisme pan-arabe dont le colonel Khadafi s'est fait le champion ?

L'objectif avoué des Américains n'était pas de tuer Kadhafi, pas plus que celui des Israéliens à Tunis l'an dernier n'était de tuer Arafat. Une personnalisation excessive des affrontements internationaux risque de nous faire passer à côté de l'essentiel. Reagan lui-même n'est pas un Rambo ou un cow-boy solitaire. La caricature est aisée, mais l'opération de la baie des Cochons contre Cuba, il y a juste vingt-cinq ans, c'était Kennedy !

S'agissant des Etats capables d'organiser ou de soutenir le «terrorisme international», le président des Etats-Unis en avait retenu cinq il y a moins d'un an : la Libye, l'Iran, Cuba, le Nicaragua et la Corée du Nord. Pourquoi pas la Bulgarie, la R.D.A., la Tchécoslovaquie, également actives à cet égard ? «Frappes les sanctuaires» risquerait d'être sans fin. Ce n'est pas Munich en 1938 qu'évoque la présente situation mais Sarajevo en 1914 : le terrorisme servant de détonateur à un conflit mondial.

Sous couvert de «terrorisme international», ne s'agirait-il pas plutôt en l'occurrence de la question du Proche-Orient ? Viser la Libye prend alors une signification nouvelle : la Libye représente un nationalisme pan-arabe, hier anti-colonialiste avec Nasser, aujourd'hui unitaire et populaire. On s'en aperçoit avec les réactions du Maghreb au Machrek : les régimes arabes conservateurs revoient surgir une opposition populaire que ni l'islamisme ni le marxisme ne sauraient à ce point unifier et catalyser.

Les Américains savent peut-être mieux qu'on ne le pense ce qu'ils font. Certes, il leur serait plus difficile d'attaquer l'Iran ou la

Syrie, cette dernière bizarrement oubliée de la liste de Reagan. Mais ils n'ignorent pas que la vague islamique est pour le moment contenue par les régimes arabes et que la Syrie est avant tout



nationaliste grand-syrienne. Réalités sans doute dangereuses mais avec lesquelles on peut traiter, qu'on peut intégrer dans un calcul. Rien de tel avec la Libye !

Rien de tel non plus avec les Palestiniens dont la visée est «objectivement» parallèle. Ceux-ci, toutes tendances confondues, ont bien compris que frapper la Libye était une manière de les frapper eux. Israël pouvait difficilement se permettre de bom-

barder Tripoli, mais les Américains, en le faisant comme ils l'ont fait, ont dangereusement exposé leur crédibilité dans la région et Israël du même coup.

Les incidents du golfe de Syrte et les bombardements du sol libyen font penser à l'affaire de Suez. Les rôles cette fois sont renversés. En 1956 le président américain avait arrêté les anglo-franco-israéliens. Trente ans plus tard, il reviendrait à l'Europe d'arrêter les anglo-américano-israéliens.

Or, si les Américains sont «montés» contre l'Europe dans l'affaire libyenne, c'est que l'Europe, quoi qu'elle ait voulu, avait donné d'elle-même outre-atlantique une image de «lâcheté». Si cette image avait été autre, si l'Europe avait su convaincre, présenter une alternative crédible au plan de la sécurité et au plan diplomatique, elle aurait pu éviter l'attaque des F-111.

Une action internationale contre un Etat souverain ne peut se substituer à un effort interne. Au contraire, c'est oublier qu'il y a une différence de nature entre la politique intérieure et la politique extérieure. Il ne faut pas être «offensif» à l'extérieur pour être «offensif» à l'intérieur, comme on l'a écrit. On est trop souvent «offensif» à l'extérieur pour n'avoir pas à l'être à l'intérieur et réciproquement : résoudre les problèmes internes, tant en Occident qu'au Proche-Orient, pourrait éviter de se conduire à l'extérieur comme un «va-t-en-guerre».

Yves LA MARCK

Yves La Marck

Prix franco : 95 F

**MONARCHIE ET
POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Juan Le sacre de

E prouver le bonheur d'expression de l'archaïque et de la modernité ensemble, cela se peut, par exemple, cela se doit, devant deux interventions parfaitement archaïques-modernes du roi d'Espagne, Juan Carlos Ier.

C'est d'abord son blocage résolu, volontaire, du processus de coup d'Etat engagé le 13 février 1981 par un colonel, Tejero, qui avait pris le Parlement en otage. Tous les députés de la jeune démocratie en pleine séance, obligés sous la menace des armes à s'accroupir sous leurs pupitres, et on a vu cette honte à la télévision, on se disait partout : « Ca y est, ça recommence comme en 36; c'est Franco qui revient; décidément ça ne peut marcher, l'Espagne démocratique, l'archaïque de l'Espagne est militaire, dictatorial. » On n'avait pas tout à fait tort. Jusqu'à ce jour en effet la démocratie n'était pas archaïque, en Espagne. Elle était plaquée. C'était du plaqué or. Cette nuit-là, en quelques heures, le roi, seul à faire face, créa de l'archaïque. Depuis, tout le monde le sait : ce roi-là est une bénédiction. Et on bénit cette bénédiction.

Béné-diction : tout reposa, tout pivota sur le bien-dire du roi. Cette seule voix, dans la nuit au téléphone, appelant l'un après l'autre les généraux, les commandants de régions, les convainquant obstinément de ne pas se joindre au « mouvement »... comment appelle-t-on cela déjà ?... de deux mots, allemand et espagnol, dans ces deux langues dont la jonction sous forme de « Légion Condor » et de bombardement de Guernica avait permis la victoire de Franco, deux mots pour le même crime : put-sch, pronunciamento... Concentrons-nous sur cette voix seule dans la nuit au téléphone, entendons-la dans le silence de notre réflexion, en éliminant le subalterne et l'accessoire en éliminant le préjugé de parti ou de culture



anti-monarchique. Et cette voix dit précisément et solidement ce qu'elle a à dire : contre ce qu'on a voulu à sa place lui faire dire, contre la malédiction supposée de la démocratie en soi par les putschistes. Cette voix posée qui crânement crée de l'archaïque nouveau au nom et grâce à la puissance de l'archaïque ancien qu'elle est. Tout dépendait du roi, il pouvait faire en cet instant ce qu'il voulait, les députés et le gouvernement étant humiliés sous leurs pupitres. Toute la démocratie se résumait, se rassemblait dans ces inflexions de voix que les interlocuteurs gradés essaient de déceler comme mensongères, puisqu'on leur avait dit que le roi dissimulait une pensée secrète contre le régime, une stratégie antidémocratique; qu'il ne pouvait s'exprimer librement, qu'il parlerait sous surveillance.

Mais les inflexions de cette voix solitaire, parfaitement autonome, nocturne mais claire et nette, ne trahirent que la vérité d'un engagement dans la fondation de l'archaïque nouveau. Ce n'était pas la voix mal assurée d'un roi-pantín à « délivrer », à « protéger », c'est-à-dire à garder comme pantín mais au profit d'une

autre cause, c'était la voix du symbolique comme souverain. De la souveraineté symbolique. De ce genre de voix, les militaires perçoivent tout de suite les inflexions. Tout comme vous entendez la voix du roi, voyez les généraux, surpris, tout ébahis, et sidérés, rectifier leur position au téléphone, redresser le torse, descendre la main gauche sur la couture du pantalon, et saluer imperceptiblement, sans trop s'en rendre compte, le passage d'un archaïque à l'autre, le passage archaïque de l'Espagne à la modernité (et non plus de façon plaquée pour faire plaisir aux voisins de la CEE). Après coup il sera possible de percevoir le ressourcement de cet archaïque nouveau (la monarchie démocratique) dans de l'archaïque ancien : une monarchie respectueuse des fueros, des franchises paysannes, et des hermandades, des associations, et qui reviendrait à ses vraies sources après la « parenthèse » d'empiétement des libertés par le pouvoir monarchique, culminant dans l'absolutisme désastreux d'Olivares (contre lequel s'était révoltée entre autres, une certaine ville de Biscaye : Guernica). Si la démocratie est une systématisation,

N é en 1950, ancien militant de la Gauche prolétarienne, Laurent Dispot est philosophe, historien et journaliste. Il a publié en 1978 « La Machine à Terreur » où il annonçait que le grand débat de notre temps serait « de plus en plus celui du terrorisme et des droits de l'homme ».

Pour notre quinzième anniversaire, Laurent Dispot a eu la gentillesse de nous donner les bonnes feuilles de son nouveau livre qui paraîtra le 20 mai aux éditions Grasset. Nous l'en remercions très chaleureusement.

Carlos la démocratie

un élargissement à toute la société et aux régions, des fueros traduits en Droits de l'homme et du citoyen, en autonomie des régions périphériques, le tout garanti par le roi, alors elle est authentiquement espagnole au plus profond - c'est le franquisme qui apparaît... plaqué. Tel est le jeu de l'archaïque, en pleine modernité, qui donne, grâce à un roi franc comme l'or, une démocratie en or qui vaut plus que tout l'or de Charles Quint et de Philippe II.

La voix de l'homme solitaire mais autonome s'avère le roc de l'archaïque sur lequel s'est brisée l'escroquerie à l'archaïque des militaires mutins. Cela ressemble à une légende. C'est pourtant vrai. C'est beau. C'est une des plus belles pages de l'histoire de l'Europe. Merci, bénédiction au roi d'Espagne, modèle des démocrates d'Europe.

Oserai-je ? Oui, j'ose. Cette nuit-là Juan-Carlos est mieux qu'un roi : un homme. Un homme qui se bat. Et, oui, il faut le dire, au pays du macho, au pays archaïque d'une certaine idée de la virilité : un homme qui en a (saluons Hemingway). Un homme, disons, selon Picasso : un souleveur, un créateur. Un Espagnol de caste. La démocratie nouvelle est trempée par son forgeron dans un bain de culture archaïque espagnole la plus intime, par son acte même : qui est de bravoure, de courage, de panache, de caste. La « caste » du taureau, sa volonté de défendre son honneur en quelque sorte, est-ce que les connaisseurs, les aficionados, jaugent et admirent, discutent de façon privilégiée, avec délectation.

Cette nuit-là Juan Carlos est à la fois le taureau et le matador. Lui que les journalistes, avant qu'il ne se révèle, avait pris pour un veau parce qu'il savait se taire en jouant les dociles, par respect pour son père et pour ne pas insulter l'avenir (pour attendre son

heure) - tête en avant et tête baissée, seul à tenir tête, il fonce : il fait la preuve de sa caste. En même temps il mate la rébellion; l'enrobe de ses tours de voix, de ses inflexions de cape. Le public est l'Espagne entière, toute : non pas en tant que de droite ou de gauche, pro-démocrate ou pas; mais en tant qu'archaïque; et cela signifie aussi : l'Espagne de tous les temps. Le roi cette nuit-là se révèle à la hauteur d'autres rois fondateurs d'archaïques espagnols : il mène de main de maître une reconquista de la liberté démocratique. Et qu'on ne s'y trompe pas : il la reconquiert, autant que sur les putchistes, sur le caractère d'importation qu'elle avait jusque-là. Désormais cette démocratie n'est plus seulement démocratique, elle est espagnole; pas comme épithète mais, sui generis (archaïquement). Parce qu'elle a été trempée, comme un acier dans la caste du roi. Et réciproquement, si la démocratie prenait un mauvais coup, désormais, ce serait la caste du roi qui se perdrait. Depuis cette nuit-là la démocratie n'est plus en Espagne une abstraction ou un système politique comme les autres, ni l'adaptation plus ou moins conformiste (moderniste) à la normalité européenne : c'est le point d'honneur du roi, son pundonor. Désormais, en Espagne, voter - peu importe pour qui - c'est confirmer le pundonor du roi; ne pas voter - ce que les Français appellent « aller à la pêche » - c'est insulter au pundonor du roi.

Il faut absolument se représenter ce qu'aurait été la catastrophe si le roi n'avait eu à la fois cette caste et cette maîtrise, cette capacité de faire face et de foncer, comme de dompter les bêtes furieuses (les vociférations de Tejero à la tribune du Parlement, brandissant une arme de poing, le monde entier a pu les entendre). Sans Juan Carlos c'était la régression, le désespoir, la guerre civile peut-être. Toute



l'Europe secouée. Imaginons un Louis XVI, à ce bureau, cette nuit-là, devant le téléphone... Mais il dit : non, non, je ne marche pas dans le rôle que l'on veut me faire jouer : je ne suis pas un boeuf que l'on mate. Et ce qu'il réussit venge Allende.

La bénédiction qu'est le « olé ! » des corridas se renouvelle sans cesse entre le roi et l'Espagne depuis cette nuit de naissance de l'archaïque démocratique. Elle s'origine dans une conception du monde à la fois esthétique et éthique, celle de la caste et du pundonor. Jean Lacouture parle très bien de ces choses-là, et nul comme lui n'a su montrer ce qu'ont d'archaïquement commun le rugby, la corrida et l'opéra, et comment se correspondent dans la bravoure le matador, le trois-quarts aile et le ténor.

Le 12 mars 1986, le jour du référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'Alliance atlantique, on montre à la télévision el voto de la familia real, le vote de la famille royale, papa, maman, les deux infantes en âge de voter. C'est la fête de Justine, vierge et martyre, et c'est bien le moins que la patronne de la Justice préside à cette remise à l'heure enjouée des lourdes pendules du symbolique. Auxquelles toute la frénésie du modernisme n'a pu faire échapper l'histoire de l'Europe. En voyant cela, je me souviens du mot de Dali, fatigué d'entendre dire du mal de Juan Carlos (c'était avant la nuit de février 1981), et qui lâchait à un

de ces détracteurs : « vous direz ce que vous voudrez, mais sa famille est plus connue que la vôtre. » Précisément : cet argument est devenu inutile. Le vote de Juan Carlos « réconcilie » Dali et Picasso, les « métisse » : les remet dans un même champ, démocratique. Ils ne pouvaient plus être Espagnols ensemble. Il fallait chaque fois préciser de quel sorte d'Espagnols on parlait (républicains, franquistes). Le mot Espagnol a repris son sens qui se passe d'épithète, et ce ne pouvait être possible qu'en archaïsant la démocratie, vers l'avenir, vers le passé. Du coup le « Guernica » de Picasso peut être dit Espagnol. Dans la ligne de ces rois qui ont connu le cancer des religions en guerre et interviennent par une conversion thérapeutique, qui mesurent à quel point la paix civile est affaire de chirurgie subtile et délicate, qu'il y faut des doigts de fée et une poigne de butor, qui connaissent le besoin de satisfaire les besoins par de la poule au pot ou du Marché commun - dans la ligne d'Henri IV son sage et vigoureux ancêtre - Juan Carlos 1er a reconnu très vite que « Guernica » vaut bien un isoloir. En exil, pour lutter contre le nazisme qui l'a chassé, Heinrich Mann se démarquant de l'animosité antifranaïse de son frère Thomas dans les Confessions d'un apolitique se raccroche à la figure du réconciliateur Henri IV comme à l'anti-Hitler : éclairé par ce qui vient de se passer il voit dans le fondateur des dynasties Bourbon - lui qui est sympathisant communiste ! - un modèle pour les démocrates européens. La jeunesse du roi Henri IV et La Maturité du Roi Henri IV (1935-1938) rappellent la possibilité et annoncent la nécessité de l'existence et de l'action de Juan Carlos 1er.

Voyant le roi d'Espagne voter, je pense à l'agonie de Walter Benjamin fuyant les troupes d'Hitler : en 1940, il se suicide à la frontière espagnole parce qu'un alcade veut le refouler en France. Symbolique, le vote de Juan Carlos ? Il n'y a rien de plus réel que ce symbolique : de cela le sang de Benjamin et de tant d'autres témoignent dans nos mémoires.

extrait de :
Laurent Dispot,
« Manifeste archaïque,
pour une morale de la
modernité »
parution le 20 mai 1986

Cicatrices

L'empire oublié

Triomphant, un jeune élève de sixième, provoqua l'autre jour à la table familiale : "Eh bien le prof d'histoire nous a dit que les croisades ça n'était pas du tout pour délivrer le tombeau du Christ, mais pour s'enrichir !". Personne ne releva. Qu'avait dit réellement le professeur ? Instruisait-il devant ses élèves le procès d'une histoire pieuse que personne d'ailleurs n'enseigne plus ? Il suffit de feuilleter les manuels du primaire et du début de secondaire pour comprendre que l'objectivité, le respect des opinions d'autrui ne sont pas les soucis n°1 de certains pédagogues.

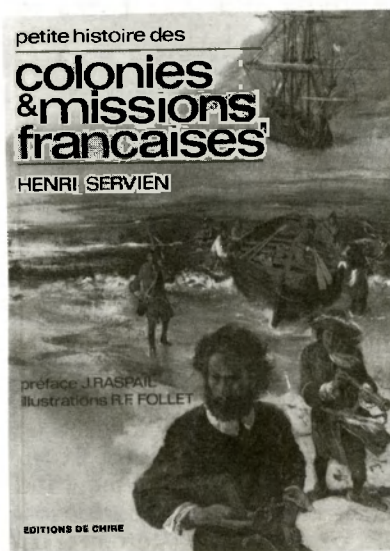
Cette histoire pieuse pour enfants si facilement combattue subsiste pourtant, marginale, retranchée dans son bastion intégriste. Henri Servien en est un défenseur non méprisable. Nous avons dit dans ces colonnes le bien que nous pensons de sa "Petite histoire des guerres de Vendée" (1). Nous n'avons pas parlé de sa "Petite Histoire de France" parce que, dans la volonté de s'opposer à une histoire "révolutionnaire" elle utilisait trop les mêmes armes. On ne revient pas à la vérité simplement en disant le contraire de ce qu'affirment ses adversaires politiques. Grave problème qui a empêché par exemple toute histoire véritable de la Révolution française jusqu'à ces dernières années.

LEGENDE DOREE

Aujourd'hui Servien nous livre une "Petite histoire des colonies et missions françaises" placée sous le patronage ambigu de Jean Raspail qui fait, dans sa préface, un numéro de "scout et catholique toujours" qui intriguera pour le moins le lecteur un peu perspicace de sa prose habituelle. Eh bien cela ne doit pas empêcher de lire cette petite histoire, ni de l'of-

Les principaux atouts de la France dans le monde actuel - francophonie, zones d'influence économique, accords militaires, territoires d'outre-mer - sont des héritages de son expansion coloniale. Or, que savons-nous de celle-ci ? Est-ce à cause des blessures de la décolonisation que nous n'arrivons pas à parler sereinement de notre ancien empire ?

frir à des adolescents. D'abord parce que le sujet - l'expansion française et chrétienne depuis les croisades jusqu'aux années soixante - est rarement traitée dans des ouvrages accessibles, surtout accessibles à des enfants. Ensuite parce que, malgré un parti-pris "contre-révolutionnaire" affirmé (sa bibliographie a des côtés effarants), Henri Servien sait faire preuve de mesure dans ses condamnations, de subtilité dans ses justifications. Il veut faire apparaître la grandeur de l'œuvre colonisatrice de la France, mais n'en dissimule ni les faiblesses ni les atrocités. Ses pages sur l'esclavagisme sont éclairantes. La



dialectique missions catholiques / colonisation militaire est expliquée et doit pouvoir être comprise même par un élève de sixième. De temps à autres cette histoire prend des allures de légende dorée. Mais il est vrai que les poignées de missionnaires européens qui forcèrent des continents sauvages et des civilisations secrètes, au péril de leur vie, sans autres moyens que leur parole et leurs pieds, sans autre soutien que leur foi n'ont pas eu des vies que l'on pourrait ramener à la mesure commune. Même s'il ne restait rien de leur œuvre missionnaire, ces hommes, d'une trempe d'un autre âge, mériteraient que l'on parle d'eux dans les écoles.

Frédéric AIMARD

(1) « La Vendée en vitrine », par Jean-Marie Brégaud in « Royaliste » 394 du 21 décembre 1984.

Henri Servien - Petite histoire des Colonies & missions françaises - Ed. de Chiré, 1985 - 190 pages 21 x 27 ill. en noir et en coul. 198 F. franco.

Gaullisme

Louis Vallon

De Jaurès à de Gaulle, l'itinéraire de Louis Vallon est celui d'un fidèle parmi les fidèles. Tout homme d'Etat qui veut accomplir un grand dessein est moins menacé par ses adversaires que par ses partisans. derrière lui, officiellement pour le servir, viennent s'abriter les épigones en tous genres, les profiteurs de tous poils, qui détournent le sens du projet et finissent par le ruiner. Le gaullisme n'a pas échappé à cette logique perverse, qui entraîna le départ du général de Gaulle en 1969 malgré les efforts d'une petite cohorte vite marginalisée.

Avec Frédéric Grendel, René Capitant, Philippe de Saint Robert, Marcel Loichot, Louis Vallon furent de ceux qui, ayant saisi le

projet gaullien dans toute son ampleur, s'acharnèrent à l'expliquer et à favoriser sa réalisation. Pour les gaullistes de gauche, il s'agissait de mettre en œuvre la troisième révolution gaullienne : après la restauration de l'Etat et la reconquête de l'indépendance nationale, la transformation de la condition ouvrière par la participation. Ancien militant de la S.F. I.O. rallié à de Gaulle pendant la guerre, Louis Vallon fut l'un des principaux artisans de ce projet qu'il nourrissait de sa double fidélité gaulliste et socialiste et de ses compétences économiques et financières.

L'idée de participation était aussi simple que juste : faire en sorte que les salariés bénéficient des fruits de l'expansion, leur

assurer un droit de propriété sur l'entreprise. On sait que la coalition formée par Georges Pompidou, nombre de gaullistes et le patronat s'acharna contre ce projet et finit par l'enterrer dans une ordonnance d'une extrême timidité.

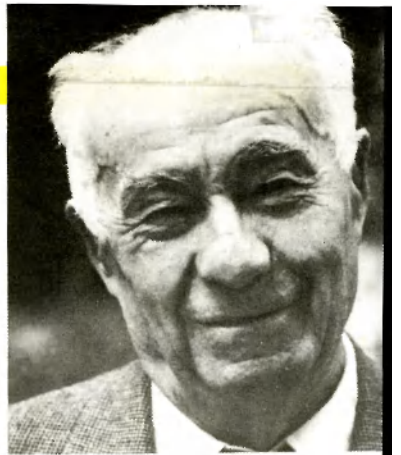
Les textes de Louis Vallon réunis et présentés par Gérard Brun (1) permettent de revivre ce grand débat d'un intérêt toujours actuel, et de retrouver, à travers un itinéraire politique singulier, le véritable sens de l'aventure gaullienne.

B.L.

(1) Louis Vallon ou la politique de la liberté (Economica, 1986).

Gustave Thibon

GUSTAVE THIBON



Il n'y a pas de profane, il n'y a que du profané» : cette parole d'Olivier Clément illustre à merveille le monde clair et ordonné de Gustave Thibon. Car jamais, cet Ardéchois de quatre-vingt deux ans ne s'est résolu à la tranquille incroyance, aux pays qui n'ont plus de légendes, aux peuples tièdes qui escamotent la mort, à la nature saccagée, à la laïcisation générale.

Gustave Thibon n'est pas homme à se laisser distraire de l'essentiel. C'est-à-dire à se détourner de la mémoire lumineuse des visitations de l'éternité dans le temps. N'ayant eu de cesse de garder la blessure ouverte et d'être fidèle à l'impondérable, on comprend pourquoi sa présence est ressentie comme saugrenue par le lilliput intellectuel qui campe si péremptoirement sur notre agora.

C'est pourquoi le retour de Gustave Thibon sur la scène littéraire après un silence de dix ans est un événement à saluer.

Tout comme « l'ignorance étoilée », son précédent ouvrage que celui-ci prolonge, « le Voile et le Masque » est un titre emprunté à Hugo : « *A la mort le masque tombera du visage de l'homme et le voile du visage de Dieu* ».

Dans ce recueil de longs aphorismes regroupés en chapitres, ce « philosophe inconnu », qui a toujours su attirer à lui sans bruit ni fanfare des cohortes de lecteurs fidèles, porte la lucidité à un point d'incandescence; la sagesse thibonienne perçoit dans le visible l'implacable et rigoureuse logique de l'invisible : son acuité distingue les niveaux, en éliminant toute confusion, clef tordue de notre époque. Cette ivresse sobre, ce sens mystique qui sait raison garder, trace autour de Gustave Thibon une aura de « voyant ».

Sans oublier sa langue, toujours limpide et charnelle, qui unit poésie et analyse psychologique, à mille lieues de toute opacité jargonante.

la sagesse et l'éveil

Gustave Thibon ne parle que d'expérience. La densité d'incarnation de ses paroles trouve toujours de multiples échos au plus intime de chaque lecteur. C'est dire que ses ouvrages sont toujours à reprendre et à méditer longuement.

Thibon excelle, en peu de mots, aux rapprochements éclairants sur l'histoire, les mœurs, les mentalités; ainsi résume-t-il en quelques lignes l'involution sacrilège, et du même coup meurtrière, de la légitimité politique depuis la Révolution : « *Discours de Robespierre le jour de la fête de l'Être suprême : « le sceptre et l'encensoir se sont alliés pour déshonorer le ciel et pour usurper la terre. » - Le processus a continué, avec Robespierre lui-même et ses successeurs, prophètes et ouvriers des révolutions - et la mort de Dieu n'y a rien changé, sauf que ce qu'on usurpe c'est toujours la terre, et que ce qu'on déshonore ce n'est plus le ciel, mais l'idéal révolutionnaire. « Tout sera parfait là-haut » cède la place à « tout sera parfait demain », mais le sceptre se voile toujours des vapeurs de l'encensoir... »*

Mais tout serait à citer des autres chapitres que sont, par exemple, « l'homme condamné à Dieu », « l'Être et le Connaitre », « la Foi sans vêtement », « la Naissance et l'Adieu ».

Gustave Thibon est en fait un éveillé, qui dresse pour nous l'échelle de Jacob, telle un *axis mundi*. Il est celui qui démasque l'imposture radicale de notre époque : cette négation des communautés intermédiaires et des intermondes, de ce qui fonde l'amitié dans la cité comme de ce qui unit le ciel et la terre.

Gustave Thibon, ce miracle vivant d'harmonie, est le fruit d'une longue maturation, d'un dialogue sans fin repris à travers les siècles et les latitudes, avec tous ceux qui n'ont pas renié la dimension sacrée de l'homme.

On l'imagine ainsi convive d'un banquet idéal, où se côtoieraient les Provençaux Mistral et Maurras, les Français Pascal et Baudelaire, les Romains Marc-Aurèle et Virgile, les Espagnols Jean de la Croix et Calderon, les Italiens Dante et Leopardi, les Russes Dostoïevski et Berdiaeff, les Allemands Nietzsche et Klages, les Grecs Platon et Aristote, et même quelque Père du désert ou sage taoïste, sans oublier sa très chère Simone Weil ou, facétieux comme il est, un vieux curé savoyard ou un paysan des Andes. Et s'il fallait tracer son arbre généalogique, nous retrouverions le tronc commun de tous les sages et les mystiques qui ont illustré la *philosophia perennis* et universelle à la lumière du Christ ou des « intuitions pré ou post-chrétiennes ».

l'esprit de la monarchie

On comprendra donc qu'il nous fait chaud au cœur de savoir Gustave Thibon royaliste, tant chez lui la cohérence est une seconde nature. Il n'a rien d'un idéologue de la monarchie : « *le royalisme coule dans son sang, avant de passer dans sa pensée* », rien, moins que rien d'un utopiste totalitaire ou d'un passéiste.

S'il y a plusieurs demeures dans la maison du Roi, les habitants toutefois s'y reconnaissent à quelques signes secrets : cette anarchie couronnée, beaucoup plus du côté de l'« anar- que » jungerien que des enfants perdus du drapeau noir; une chouannerie intérieure, qui est méfiance sauvageonne envers le gros animal social et le monstre froid étatique, son rejeton.

Pour Gustave Thibon en effet, le principal danger pour notre civilisation est dans la centralisation à outrance, dans la dissolution des liens authentiques entre les hommes, tout ce qui fait des peuples désintégrés sur lesquels ne règnent comme signes des temps que la tyrannie de la quantité, de l'anonymat et du nombre.

Or, « *c'est dans la mesure où nous pourrions revenir à un état organique de la société que cette forme suprême de l'organicité qu'est la monarchie sera possible, et réciproquement... La monarchie n'est pas un talisman mais un ferment. Elle représente déjà le modèle de ce qui doit être, c'est-à-dire quelque chose d'organique et de continu, alors que nous vivons dans l'inorganique et le discontinu* » (1). Ne sommes-nous pas au cœur du débat capital d'aujourd'hui ?

Mais en dépit de tout pessimisme ou de tout désespoir, l'esprit de la monarchie sera toujours ce que disait Monsieur de Charette à ses officiers de place royale (étaient ainsi nommées les clairières chouannes) : « *Nous sommes la jeunesse de Dieu, la jeunesse de la fidélité. Et cette jeunesse veut préserver pour elle et pour ses fils la créance humaine, la liberté de l'homme intérieur* ».

Car le principe royal est celui de l'Esprit, *semper juvenescens*, qui veille en secret sur les aubes qui attendent de luire. Et nous ne pourrions que redire à Gustave Thibon ces phrases du grand Martégal à Pierre Boutang, phrases que Thibon citait lui-même à propos d'Abel Pomarède, cet ouvrier vigneron royaliste du Languedoc : « *Vous aurez participé à la construction et à la mise à l'eau de l'Arche. L'Arche, défi au déluge, berceau de l'avenir et non tombeau du passé. Et vous aurez veillé sur la colombe qui ramènera, au jour marqué par les bontés invisibles, le rameau d'olivier et les fleurs de lys* ».

Hervé-Olivier COLOMBET

(1) dans la « nouvelle enquête sur la monarchie », N.A.F. du 11 octobre 1972. Gustave THIBON : « Le Voile et le Masque » Fayard éd. Signalons la réédition concomitante de deux autres livres de Gustave Thibon, « Diagnostics, essai de physiologie sociale », préfacé par Gabriel Marcel; et une pièce de théâtre, « Vous serez comme des Dieux » Fayard.

Les témoignages de sympathie pour 15^{ème} anniversaire de la N.A.R. continuent à arriver...

Brice LALONDE

Tenir, c'est déjà remarquable. Car il faut de la ténacité pour sortir douze pages deux fois par mois. S'assurer que la copie arrive à temps, choisir les photos, corriger, monter, envoyer, abonner, payer, administrer... Je connais, j'apprécie. Et tenir quinze ans, j'admire. De la ténacité, mais aussi de la fraîcheur, signe de foi. Que le combat soit le bon, certes, encore faut-il avoir confiance en soi, se sentir assuré de ses lecteurs et fier d'eux. Et puis il faut nourrir le groupe, les sympathisants, les abonnés... Oui, tenir c'est déjà remarquable.

Mais en plus, «Royaliste» est intéressant. Je ne l'aurais pas cru avant de le lire, puisque j'étais mal informé. J'ai été, depuis, informé et conquis. Dans la grande cacophonie, «Royaliste» émet modestement, mais distinctement, des informations, des comptes rendus, des opinions. En outre, la situation étrange des auteurs, engagés sans être partisans, donne à ces informations, comptes rendus, opinions, une pertinence particulière. N'ayant ni coterie à défendre, ni parti à justifier (sinon le principe monarchique), mais un sens élevé de l'intérêt commun et de la durée historique, ils ont une façon de mettre de l'ordre dans les événements qui satisfait l'écologiste, autre vigie. Du coup «Royaliste» a atteint le faite des honneurs de mon panthéon médiatique : je découpe des articles pour les conserver et m'y référer !

Bref, je ne suis pas encore royaliste, mais je suis déjà accroché. Et je souhaite le rester.

Brice LALONDE : Ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981. Un des principaux animateurs du courant écologiste.

Jacques JULLIARD

Bon anniversaire à «Royaliste», qui est d'abord un très bon journal et qui démontre qu'avec peu de moyens et beaucoup d'indépendance, on peut se faire lire par ses amis, mais aussi par les autres. J'aime que l'on vous rencontre là où on ne vous attend pas, et inversement. On vous trouve aux côtés de la gauche dans le combat contre le racisme, la xénophobie, le repli sur soi. Vous oscillez, et c'est bien normal, entre le nationalisme de l'ancien CERES et le libertarisme de la deuxième gauche. Mais surtout, vos convictions ne vous servent pas à étouffer votre curiosité. Ce n'est pas si fréquent. Dans le champ des idées et des sentiments, je vous vois plus inspirés par Bernanos que par Maurras, plus proches de Péguy que de Drumont. Voilà pourquoi, chaque quinzaine, je vous lis avec plaisir et sympathie.

Votre royalisme ? Mon sentiment - il n'engage que moi - est que vous avez de plus en plus de peine à croire possible le réta-



blissement de la monarchie en France; c'est pourquoi vous vous intéressez tant aux formes qu'y prend aujourd'hui la monarchie républicaine.

Mais l'essentiel à nos yeux est que, de la culture qui est la vôtre, vous tirez et conservez ce qu'elle a de meilleur : une façon de penser la politique. Longue vie donc à vous, qui faites désormais partie de notre espace.

Jacques JULLIARD : Historien, directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales. Editorialiste au «Nouvel Observateur».

Jean-Pierre

C'est un plaisir pour moi de rendre ici hommage à «Royaliste», et aussi un acte de reconnaissance : ce journal s'est intéressé à nos travaux et à ceux de nos amis à une époque où bien peu dans la presse notaient même leur existence. Ce qui me frappe le plus dans «Royaliste», que je lis régulièrement et systématiquement, c'est son extrême liberté de pensée, la fermeté dans les convictions alliées à une ouverture vigilante et efficace aux idées nouvelles. Prenons quelqu'un qui ne partagerait en rien le projet politique de ce journal : il n'éprouverait aucune gêne à le lire, tellement ce projet y est présent de façon non agressive, et il aurait tout intérêt à le faire, tellement «Royaliste» réussit à être le carrefour de travaux et de débat au cœur de l'actualité intellectuelle et politique. A qui veut se tenir pleinement informé de cette actualité, je conseillerais d'ailleurs la lecture régulière de votre journal. Il est vrai que bien des idées qui agitent le petit monde des intellectuels

Fabio TORRIERO

Aujourd'hui après de nombreuses années d'immobilisme politique, en pleine crise des valeurs, après l'échec des idéologies et des systèmes économiques traditionnels, vient de naître une nouvelle façon de faire de la politique fondée sur des rassemblements successifs autour de grands thèmes. Et si aujourd'hui les royalistes peuvent participer à ces combats comme la justice, la liberté, les droits individuels, l'écologie, c'est le mérite de la N.A.R. qui a

réussi à détacher le royalisme du ghetto de la vieille droite et du conservatisme économique, à lui faire renouveler son image, sa ligne politique et ses choix.

Les livres de Bertrand Renouvin ont contribué non seulement à l'adaptation d'un patrimoine historique et constitutionnel à la réalité, mais aussi au renouveau du mouvement royaliste italien qui avait besoin d'exemples.

Ce que j'aime à la NAR, c'est la profondeur d'analyse, la cohabitation harmonieuse de



le

DUPUY



peuvent être interprétées dans un sens qui est celui du projet royaliste, et vous réussissez très habilement à le faire (de même que Bertrand Renouvin dans «La République au Roi dormant»). Que l'on prenne les thèses de René Girard ou de Michel Serres ou celles de la nouvelle philosophie politique française, on y voit partout présent le schéma du «tous-un», et la démocratie ne semble pouvoir s'y penser que structurée autour d'un point singulier, tout à la fois intérieur et extérieur, immanent et transcendant... Pour conclure : Bravo et merci !

Jean-Pierre DUPUY : Polytechnicien, ingénieur en chef des Mines. Directeur de recherches au CNRS, maître de conférences à l'Ecole Polytechnique.

l'histoire, de la culture et de la politique et surtout la conception d'une monarchie qui, repensée à la lumière de l'histoire et de la science politique, devient un projet politique et constitutionnel présentable pour la société de l'an 2000 : la monarchie comme complément de la démocratie.

Fabio TORRIERO : Vice-Secrétaire du Parti Monarchique National. Membre du Conseil National du Mouvement Monarchique Italien.

Yves CHALAS

Royaliste est un journal qui dégrasse, qui débarrasse l'esprit des idées reçues sur la Royauté et la République. Il est en effet instructif d'apprendre, pour qui veut garder sa liberté de jugement, qu'il existe une véritable imagerie de la Royauté forgée par le républicanisme. En effet, évoquez la question du Roi et surgit aussitôt tout un cortège de convictions et de clichés qui ont pour nom : contre-révolution, réaction, passéisme, traditionalisme artificiel, despotisme, absolutisme. L'imagerie est un savoir maigre. Par là même, elle est plus difficile à combattre que le mensonge. Et «Royaliste» nous prévient fort justement que cette imagerie ne fait pas seulement obstacle aux idées et projets monarchistes, mais à la réflexion politique dans son ensemble. Elle recouvre d'un voile opaque la complexité des institutions modernes, qui intègrent bien plus qu'on ne le croit l'héritage du passé, elle nous éloigne de la question du pouvoir vrai et nous rend étrangers à la notion de légitimité. Bref, l'imagerie républicaine nous empêche de penser le politique et par conséquent l'avenir de nos démocraties.

«Royaliste» est donc une lecture utile, que dis-je, précieuse ! Puisse-t-il continuer dans cette veine et avec ce ton, et fêter de nombreux autres anniversaires.

Y.C.

** Né en 1950. Sociologue au CNRS, travaille dans l'équipe de Sociologie Urbaine de Grenoble. A récemment publié un essai «Vichy et l'imaginaire totalitaire».*

Mercredis de la n.a.r.

A Paris chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17 rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 18 F).

Mercredi 14 mai. Pour le général de Gaulle, l'événement le plus important du XX^e siècle, c'était le Concile Vatican II. Mais comment oublier que les interprétations du Concile ont déclenché dans l'Eglise une crise sans précédent ? Où en est-on aujourd'hui ? C'est Gérard LECLERC qui répondra à ces questions et viendra nous présenter son nouveau livre «L'Eglise catholique, crise et renouveau (1962-1968)».

Mercredi 21 mai. Nos lecteurs auront lu dans les pages centrales de ce numéro le remarquable hommage rendu au Roi d'Espagne

par Laurent DISPOT. Ces pages sont tirées de son prochain livre qui paraîtra le 20 mai, intitulé «Manifeste archaïque, pour une morale de la modernité». Laurent Dispot, qui a déjà été l'invité apprécié de nos mercredis, viendra nous le présenter.

CONSEIL NATIONAL DE LA NAR

Cet organisme élu qui participe à la direction de notre mouvement vient d'être renouvelé par les adhérents. Ces élections, qui ont lieu tous les deux ans, se sont caractérisées d'une part par un taux de participation plus élevé que d'habitude, d'autre part par un renouvellement assez important des membres du Conseil National : la moitié d'entre eux sont de nouveaux élus et le nombre des provinciaux a augmenté d'une manière sensible au détriment des Parisiens.

Ce nouveau Conseil National se réunira pour la première fois le 24 mai, avec entre autres tâches la préparation du Congrès général des adhérents qui devrait se tenir après les vacances d'été.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez vous les royalistes d'aujourd'hui ?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris

Limites de la coexistence



Va-t-elle durer, et combien de temps, cette coexistence dont nous commençons à prendre l'habitude ? Fragile, grosse de tous les conflits, elle a surmonté ses premières épreuves. Le sens de l'Etat des deux acteurs principaux et les contraintes du jeu politique expliquent que cette esquisse ait pu être tracée. Malgré les ambiguïtés du texte constitutionnel, l'esprit de nos institutions incite à transformer cette figure imposée en expérience durable. Si tel était le cas, la preuve serait faite que la Constitution de la Vème République peut surmonter sa contradiction majeure, et dépasser le classique dilemme entre la soumission et la démission du Président de la République lorsqu'il y a élection d'une majorité parlementaire hostile à ses vues.

Encore hypothétique, la réussite de la coexistence signifierait-elle que la question institutionnelle, lancinante depuis deux siècles, est enfin résolue ? Si cela s'avérait, nous ne serions plus que les commentateurs tardifs et les soutiens point trop utiles d'une monarchie élective instaurée en 1958 et confirmée en 1981. Satisfaits de la stabilité enfin acquise, nous renoncerions à pousser plus avant la logique de nos institutions.

Monarchie simulée

Si nous continuons à désirer la chose même plutôt que cette «monarchie simulée» par quoi je définissais il y a un mois notre état de coexistence, ce n'est ni par obstination ni par nostalgie des formes anciennes. Nous sommes devant un simulacre, c'est-à-dire devant une image, une représentation, préférable au vide antérieur, utile à la conduite de l'Etat, stimulante pour la réflexion politique, mais qui ne peut remplacer l'institution elle-même et présenter les mêmes avantages. La monarchie simulée n'est pas la monarchie. Nous n'avons pas attendu le 16 mars pour dire que la Vème République vivait dans le manque et l'ambiguïté. Le meilleur des présidents voit sa légitimité sans cesse contestée parce qu'elle est trop partielle.

Il agit dans un temps qui lui est terriblement compté, sa liberté est entravée par les logiques politiques et il souffre de l'ambiguïté qui tient à l'origine partisane d'une fonction unifiante et arbitrale par définition.

Nous avons trop souvent souligné ces carences et ces paradoxes pour qu'il soit besoin de reprendre leur analyse détaillée. Ces faiblesses constitutives sont aujourd'hui aggravées, et non surmontées, par la coexistence entre un chef de l'Etat et un Premier ministre de tendances différentes. Il faut bien sûr souhaiter que cette coexistence dure le plus longtemps possible : la paralysie d'un pouvoir exécutif divisé à l'intérieur de lui-même aurait tôt fait de gagner l'ensemble de la politique du pays, et un conflit ouvert ne serait pas non plus sans grave conséquences. Mais le moindre mal de la coexistence ne peut être considéré comme l'heureux dénouement d'une course institutionnelle bi-centenaire.

Depuis le 16 mars, cette crise est entrée dans une nouvelle phase puisque l'absence d'affrontement public entre les deux principaux protagonistes n'est qu'un compromis utile à la stabilité de l'Etat mais négatif par plusieurs aspects.

Tentation démagogique

Le premier inconvénient de la coexistence est qu'elle crée, immanquablement, une rivalité entre le Président et son Premier ministre, dont l'objet est la conquête ou la conservation du pouvoir suprême. La coexistence pacifique n'est pas le désarmement et, contrairement à la logique nucléaire, l'affrontement est inévitable. Il s'agit donc de le préparer, en agrandissant son territoire et en marquant des points dans l'opinion. Qu'il soit de droite ou de gauche, le Premier ministre de la coexistence est incité à pratiquer une gestion à très court terme, qui risque de mal se concilier avec la politique à plus longue échéance du Président de la République.

A ce décalage dans le temps s'ajoute la tentation démagogique. Comme le dit Jacques Julliard, «la cohabitation n'étant en somme que le plus court chemin entre deux batailles, les actes posés par les uns et par les autres n'ont d'autre signification qu'électorale» (1). Il est évident que la politique de Jacques Chirac a pour premier objectif de séduire les clientèles qui lui seront utiles dans deux ans. Qu'il s'agisse de la dévaluation, faite pour aider le patronat et les agriculteurs, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'abrogation de la loi Quillot, du retour à l'anonymat sur l'or, de l'amnistie fiscale ou plus généralement du discours sécuritaire, l'objectif est avant tout de gagner des voix. Placé dans la même situation, un Premier ministre de gauche ferait de même, en se tournant vers d'autres clientèles. Est-il besoin de dire que le bien commun ne peut résulter de ces calculs ?

Plus grave encore est la menace d'un affaiblissement de la France sur le plan international. Même lorsque le Président et le Premier ministre agissent de concert, comme ce fut le cas lors de l'attaque américaine sur la Libye, les partenaires mécontents et les adversaires de notre pays auront toujours beau jeu de semer le trouble et de jeter le discrédit par de fausses révélations et des campagnes de rumeurs. Ce que Washington s'est empressé de faire...

Pour éviter ces dérives, pour écarter ces dangers, point d'autre solution que de placer le chef de l'Etat hors du champ clos des rivalités politiques. Le rôle du Premier ministre pourrait alors se stabiliser et l'alternance nécessaire des gouvernements s'inscrirait dans une autre logique, plus conforme à un bien commun durablement incarné et garanti au sommet de l'Etat. Dans ses aspects positifs, comme dans les négatifs, la coexistence pose concrètement la question d'une monarchie qui ne serait pas seulement simulée.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Nouvel Observateur», 11-17 avril 1986.